

# L'extrême-droite est aujourd'hui aux portes du pouvoir

Le Collectif AERéSP28 n'a pas attendu cet entre-deux tours des élections présidentielles pour constater l'impact des politiques racistes et xénophobes menées par l'ensemble des gouvernements précédents sur les exilés présents sur l'ensemble du territoire national comme dans notre département.

Répondant par une surenchère aux idées et aux pratiques d'extrême-droite, la politique de non accueil qui se développe et la chasse aux sans-papiers ont des conséquences très concrètes sur la vie des exilés : le « tout expulsion », l'enfermement dans les centres de rétention de familles et d'enfants, la stigmatisation des exilés et le durcissement drastique des règles d'accès au séjour et à l'asile.

## Dans notre département

De nombreuses personnes sont régulièrement à la rue, et leurs droits fondamentaux sont bafoués ; parmi elles, des étrangers à qui la préfecture refuse le droit au séjour : pas de logement, pas de droits sociaux, quelquefois, pas de scolarisation possible. Les OQTF (obligations de quitter le territoire) et refus de titres de séjour s'enchaînent, des familles avec enfants sont séparées par les expulsions menées par la Préfète d'Eure-et-Loir. Ces familles sont souvent présentes en France depuis plus de 5 ans.

Des jeunes exilés, mineurs devenus majeurs, sont aussi victimes de ces politiques. Ils doivent interrompre leur formation, ils perdent leur emploi suite aux refus de titre de séjour à leur majorité, perdent leur logement, alors que le département les a accompagnés pendant plusieurs années dans leur parcours pour qu'ils parviennent à s'insérer.

**NOUS REFUSONS  
CETTE POLITIQUE !**

## Ukrainien-ne-s

L'Union européenne et le gouvernement français demandent aux Préfectures d'appliquer pour les Ukrainien-ne-s une circulaire qui existe depuis 2001, dite de « **protection temporaire** », qui n'avait jamais été mise en oeuvre. Elle donne aux migrants des droits immédiats en tous domaines. Elle s'applique dès leur arrivée aux nationaux d'Ukraine, mais pas aux autres ressortissants, encore moins aux personnes en demande de droits au séjour...

## Des droits universels

Or les droits fondamentaux de tous doivent être respectés indépendamment de la couleur de peau ou du pays de départ. Qu'on parle de Syriens, d'Afghans, d'Ukrainiens, d'Africains, l'Etat a les mêmes devoirs.

**TOUTES ET TOUS SONT  
DES RÉFUGIÉ.E.S QUI  
FUIENT LA  
GUERRE OU LA MI-  
SÈRE.**

**Nous disons non à l'extrême-droite qui poursuivra ces atteintes aux droits humains jusqu'à leur négation totale. C'est un chaos qui s'annonce pour tous les étrangers vivant en France.**

**Notre pays s'appelle SOLIDARITÉ.**

**Organisons-nous ensemble pour ne pas laisser un pouce de terrain aux propositions de l'extrême droite, pour riposter à chaque attaque et faire vivre l'égalité et la solidarité.**